

23

ANNUEL

DES ÉCLAIRCIES
DANS L'HORIZON
ÉCONOMIQUE

PERSPECTIVES
DE MARCHÉ
MONDIALES

Cette documentation est produite par Russell Investments France et est à destination des clients professionnels exclusivement, au sens de la MiFiD II.

Ce commentaire fournit un aperçu de haut niveau de l'environnement économique récent et est uniquement à titre d'information. Ce document ne constitue pas un conseil d'investissement ou une recommandation d'acheter ou de vendre un instrument financier quelconque et ne devrait pas être considéré comme une recherche d'investissement.

Si ce document présente des simulations des performances et des rendements potentiels de l'instrument ou service financier à partir des données de marché dans les années récentes, il est rappelé que les performances ou rendements passés ne préjugent en aucun cas des résultats futurs.

RÉSUMÉ

Le ralentissement de l'inflation devrait permettre aux banques centrales d'opérer un pivot et d'assouplir leur politique monétaire. Une récession apparaît probable en 2023 et les marchés actions pourraient éprouver des difficultés. Toutefois, nous anticipons une reprise économique mondiale d'ici la fin de l'année 2023.

PRINCIPAUX THÈMES DE MARCHÉ

Même si nous prévoyons une détérioration des données économiques en 2023, il est possible que ce ralentissement ait déjà été anticipé par les investisseurs et donc que les plus fortes baisses se soient déjà reflétées dans les marchés actions. Cela devrait être le cas si les États-Unis enregistrent une récession modeste plutôt que sévère en 2023. À l'inverse, les marchés pourraient passer du scénario actuel où les mauvaises nouvelles sont des bonnes nouvelles, car de faibles données économiques pousseraient la Réserve fédérale américaine (Fed) à être moins agressive en termes de politique monétaire, à un scénario où les mauvaises nouvelles sont effectivement des mauvaises nouvelles et où les craintes d'une contraction importante des bénéfices des entreprises et des emplois entraineraient de nouvelles secousses sur les marchés.

La principale interrogation pour 2023 concerne les tensions inflationnistes : vont-elles s'atténuer suffisamment pour permettre aux banques centrales de cesser les relèvements de taux, avant d'assouplir leur politique monétaire. Nous nous attendons à une baisse de l'inflation sous l'effet du ralentissement de la demande mondiale. Cela devrait permettre aux banques centrales de modifier l'orientation de leur politique monétaire et d'ouvrir la voie à la prochaine reprise économique à la fin 2023.

Aux États-Unis, une récession est l'issue la plus probable au cours des 12 prochains mois compte tenu de l'ampleur du resserrement monétaire. Les marchés s'attendent à ce que le taux des fonds fédéraux passe de 3,75 %-4,0 %, actuellement, à près de 5,0 % d'ici mars 2023. Toutefois, compte tenu de la bonne santé financière des ménages et des entreprises, ainsi que de l'absence de déséquilibres économiques manifestes importants (hormis l'inflation), nous envisageons une récession modérée.

Dans la zone euro, les perspectives se sont légèrement améliorées. Il semble désormais qu'un rationnement de l'énergie ne sera pas nécessaire et que des fermetures forcées des industries très consommatrices en énergie sont peu probables. Pour autant, une récession apparaît toujours inévitable. En outre, un nouveau resserrement de la Banque centrale européenne (BCE) semble probable eu égard aux pressions sur le marché du travail : à 6,6 %, le taux de chômage de la région est le plus bas jamais observé depuis la création de la monnaie unique. Les marchés



s'attendent à ce que le taux de dépôt de la BCE culmine à 2,75 %-3,0 % d'ici le deuxième trimestre 2023.

Au Royaume-Uni, une récession prolongée apparaît fort probable compte tenu de perspectives assombries par le resserrement monétaire, le tour de vis budgétaire, le choc des prix de l'énergie et les contraintes sur les approvisionnements liées au Brexit. Le PIB n'a pas encore renoué avec ses niveaux d'avant les épisodes de confinement liés au Covid-19, mais les pénuries de main-d'œuvre ont fait baisser le taux de chômage à son plus bas niveau depuis 1973.

Nous pensons que la Chine finira par assouplir sa politique 'zéro-covid' en 2023 après avoir passé 2022 sous d'intenses restrictions sanitaires. L'un des principaux éléments à surveiller en 2023 sera le marché immobilier, actuellement en grande difficulté. Pékin a dévoilé des mesures pour relancer l'immobilier, un secteur crucial pour sa croissance mais rendu exsangue par un durcissement des règles de financement et par la pandémie, qui ont précipité nombre de promoteurs au bord de la faillite. Ces mesures comprennent un soutien au crédit pour aider les promoteurs criblés de dettes et achever des chantiers en cours.

Au Japon, la croissance économique devrait marquer le pas en 2023. La demande intérieure ralentit, tout comme celle des exportations japonaises. Contrairement au reste du monde, le Japon fonctionne toujours en dessous de ses capacités de production, d'où l'absence de risque d'un resserrement monétaire excessif.

Nous pensons que l'inflation a probablement atteint son pic en Australie, ce qui devrait permettre à la Banque centrale du pays de faire une pause avant les autres principales banques centrales. Dans ce contexte, le risque de récession serait ainsi plus faible en Australie qu'en Europe ou aux États-Unis.

Au Canada, nous pensons qu'une récession semble inévitable en 2023 dans la mesure où les effets retardés de la politique monétaire très stricte devraient bientôt se faire ressentir sur des ménages surendettés. En outre, le ralentissement de l'économie mondiale va peser sur les prix des matières premières et, ce faisant, pénaliser les exportations.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES



RÉCESSION MODÉRÉE AUX ÉTATS-UNIS

Nous envisageons une récession modérée en 2023 aux États-Unis, avec une baisse du PIB plus faible que la moyenne et une hausse du taux de chômage, plus faible que la normale.



RELANCE EN CHINE

De nouvelles mesures de relance du gouvernement chinois devraient sortir le pays de la crise immobilière et favoriser les dépenses dans le sillage de la réouverture de l'économie.



INFLATION DANS LA ZONE EURO

L'inflation dans la zone euro devrait marquer le pas en 2023, pour atteindre 2 % à la fin de l'année. Toutefois, cela dépendra de la stabilisation des prix de l'énergie.



POLITIQUE MONÉTAIRE DE LA FED

Nous nous attendons à ce que le taux de chômage outre-Atlantique augmente d'au moins deux points de pourcentage en 2023 si le pays connaît une légère récession, créant ainsi une pression désinflationniste qui permettrait à la Fed d'assouplir sa politique.



TAUX DIRECTEUR AU ROYAUME-UNI

Les marchés anticipent une augmentation du taux directeur de la Banque d'Angleterre (BoE) de 3 % actuellement à 4,5 % d'ici le deuxième trimestre 2023. Selon nous, il n'est pas certain que la BoE soit en mesure de relever le taux directeur d'une telle ampleur compte tenu de l'orientation de l'économie.

VISIONS SUR LES CLASSES D'ACTIFS

Actions : potentiel haussier limité

Nous pensons que les actions présentent un potentiel haussier limité compte tenu des risques de récession à l'horizon. Les actions des pays développés non américains sont certes moins chères que les actions américaines, mais nous marquons une préférence neutre en attendant que la Fed soit moins agressive et que le dollar américain s'affaiblisse.

Obligations : amélioration des valorisations des obligations d'État

Les valorisations des obligations d'État se sont améliorées suite à la hausse des rendements. Nous considérons les valorisations des obligations américaines, britanniques et allemandes attractives. Les obligations japonaises apparaissent encore chères, la Banque du Japon (BoJ) défendant la limite de 25 points de base de son taux à 10 ans. Les rendements ont sensiblement augmenté sur la plupart des marchés ces derniers mois. Nous estimons le risque d'une nouvelle forte correction limité. En effet, l'inflation est sur le point de culminer et les marchés ont déjà intégré dans les cours l'attitude agressive de la plupart des banques centrales.

Devises : la vigueur du dollar américain pourrait s'atténuer vers la fin 2023

Le dollar américain pourrait s'affaiblir si l'inflation commence à s'infléchir et que la Fed adopte une position moins agressive début 2023. Les principaux bénéficiaires seront probablement l'euro et le yen japonais. Le yen pourrait aussi fortement s'apprécier si le successeur du gouverneur de la BoJ, Haruhiko Kuroda, s'éloigne de la stratégie actuelle de *contrôle de la courbe des taux*.



Veillez consulter

[russellinvestments.com](https://www.russellinvestments.com)

pour lire l'intégralité des [perspectives de marchés mondiales pour 2023](#)

INFORMATIONS IMPORTANTES

Ce document est destiné exclusivement à des investisseurs professionnels au sens de la directive européenne Marchés d'Instruments Financiers (MIF). Elle est produite et diffusée par Russell Investments France. L'ensemble des informations contenu dans ce document peut être amené à changer sans avertissement préalable. Toute reproduction ou utilisation (même partielle), sans autorisation, de ce document engagera la responsabilité de l'utilisateur et sera susceptible d'entraîner des poursuites.

Sauf spécifications contraires, Russell Investments est la source de toutes les données, et toutes les informations publiées dans le présent site sont, à sa connaissance, actualisées et précises. Les opinions exprimées sont celles de Russell Investments, elles ne sont pas une simple constatation des faits et peuvent varier et, à moins qu'elles ne se rapportent à un

investissement particulier, elles ne constituent pas une prestation de services réglementée de « conseil en investissements ».

Ce document ne revêt aucun caractère contractuel et ne constitue en aucun cas ni une sollicitation d'achat ou de vente, ni une recommandation d'achat ou de vente de valeurs mobilières dans toute juridiction dans laquelle une telle offre n'est pas autorisée par la loi. Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de Russell Investments sur les marchés et leur évolution, en fonction des informations connues à ce jour. Ils ne sauraient constituer un engagement de Russell Investments.

PRS-01277